

Unis, il n'en veut pas du tout. "Ni troc ni commerce avec les Yankees", telle est son idée, si, toutefois, telles ne sont pas ses paroles. Ces paroles, je ne les cite pas maintenant comme étant de lui, je les invoque seulement comme expression bien tranchée de son attitude.

Le très hon. M. MEIGHEN: Il n'en est rien, ce que vous dites là est très injuste.

L'hon. M. FIELDING: Je crois pourtant savoir que, dans son discours d'hier, mon honorable ami a clairement déclaré qu'il s'opposait à la réciprocité avec les Etats-Unis.

Le très hon. M. MEIGHEN: Ecoutez! écoutez!

L'hon. M. FIELDING: Fort bien. La question est donc tranchée. Les députés qui sont membres du parti conservateur—autant qu'ils permettent à mon très honorable ami de parler en leur nom—ne veulent pas d'une convention de commerce avec les Etats-Unis. Je déclare aujourd'hui au nom du parti libéral que nous sommes les protagonistes de la réciprocité avec le pays voisin. J'affirme que, lorsque se présentera l'occasion de conclure une convention raisonnable—celle de 1911 était juste et raisonnable et je suis bien aise que nos amis progressistes en demandent le rétablissement dans leur motion d'aujourd'hui que j'approuve quant à cela—je déclare, dis-je, que nous sommes fiers d'affirmer devant le Parlement du Canada, lorsque l'occasion s'en présente, que le parti libéral approuve la réciprocité avec les Etats-Unis si nous pouvons en venir à une entente juste et raisonnable. Telle est notre attitude. Nous consentons à ce que le public opte entre notre doctrine et celle du chef de l'opposition. Je crois que la question est assez importante pour être mise aux voix.

Je veux maintenant mettre fin à mon discours. J'ai parlé plus longtemps que je m'y attendais.

Quelques VOIX: Continuez.

L'hon. M. FIELDING: L'exposé de la situation financière—je le dis sans fanfaronnade—n'a pas été entaché de partialité, de jactance, bien qu'il renfermât quelque chose dont il y aurait eu lieu de tirer vanité. Il ne contenait absolument rien qui fût de nature à blesser personne. Il racontait simplement des faits indéniables. On ne l'a pas révoqué en doute. La situation y était bien dévoilée et une proposition légitime y était faite au public. Qu'offre le projet de réciprocité? Mon très honorable ami, soit dit en passant, déclare que, depuis 1911, il y a eu un revirement de l'opinion publique au sujet de la réciprocité.

Le très hon. M. MEIGHEN: Non.

L'hon. M. FIELDING: Non. Je dis tout le contraire. Mon très honorable ami a raison. Il déclare qu'il n'y a pas eu de changement, que la population canadienne, qui était hostile à la réciprocité en 1911, l'est encore. Cette manière de dire est plus exacte. Je tiens à affirmer à mon très honorable ami que rien ne l'autorise à faire cette assertion. En 1911, un aveugle esprit de parti a empêché les gens d'étudier un problème économique, et ils se sont prononcés contre la réciprocité pour des motifs politiques.

Le très hon. M. MEIGHEN: Le ministre considère-t-il que ce qu'il dit maintenant soit une boutade?

L'hon. M. FIELDING: Non.

L'hon. M. BUREAU: C'est une réponse à une boutade.

L'hon. M. FIELDING: Non, je ne fais que prêcher de nouveau l'ancienne doctrine et j'en suis fier; voilà tout. Cependant, mon très honorable ami a dit qu'il ne s'est pas produit de revirement dans l'opinion publique. J'appellerai pendant un instant son attention sur ceci. On m'apprend qu'il se trouve aujourd'hui dans cette salle des députés qui, en 1911, ont voté contre le projet de réciprocité et qui approuvent maintenant l'amendement que proposent les progressistes, amendement favorable au projet. Je ne le sais pas par moi-même, mais c'est ce qu'on me dit. La semaine dernière, dans la ville de Yarmouth, a eu lieu une grande assemblée des habitants de la rive sud de la Nouvelle-Ecosse qui portent intérêt à l'industrie de la pêche, et des citoyens marquants de trois ou quatre comtés y ont assisté. Parmi le nombre, il y en avait plusieurs de ma circonscription, y compris maints citoyens en vue qui m'ont fait la lutte et qui ont contribué à mon échec en 1911. A cette réunion, ceux-ci ont déclaré que l'accès au marché des Etats-Unis était ce dont le commerce de la Nouvelle-Ecosse avait le plus besoin aujourd'hui. Pourtant, mon honorable ami déclare qu'il ne s'est pas produit de revirement dans l'opinion publique. Il y a un revirement en ce que le temps est venu où les gens n'envisagent plus la question sous l'influence des préjugés politiques, mais l'envisage comme une question économique, ce qu'ils auraient dû faire dès le commencement. Les éleveurs de bétail de l'Ouest et les pêcheurs de l'Est comprennent également que l'entrée du marché américain serait l'un des plus grands facteurs du succès commercial du Canada. Voilà le sentiment qui a cours au pays aujourd'hui. On a dit des Bourbons qu'ils n'avaient rien appris ni